

# Notre prospérité a un coût « dévastateur » pour la planète

La hausse du niveau de vie des dernières années s'est bâtie sur une destruction sans précédent de la nature, conclut un rapport

Le Devoir · 3 févr. 2021 · A5 · ENVIRONNEMENT ALEXANDRE SHIELDS

La hausse du niveau de vie et de prospérité à l'échelle internationale se fait à un coût « dévastateur » pour la planète, conclut un nouveau rapport scientifique qui critique sans détour l'omniprésence de la croissance du PIB dans le discours économique et prévient que le déclin de la biodiversité menace directement notre qualité de vie.



« Si l'humanité a immensément prospéré ces dernières décennies, la manière dont nous avons atteint cette prospérité fait qu'elle a été acquise à un coût dévastateur pour la nature », résumant les auteurs de ce rapport commandé par le gouvernement britannique et dirigé par l'économiste Partha Dasgupta, de l'Université Cambridge.

« Cela suggère que nous vivons à la fois à la meilleure et à la pire période, ajoutent-ils. Déforestation, destruction des milieux naturels, surpêche, extinction d'espèces, dépendance aux énergies fossiles, pollution de l'eau et de l'air nécessaires à la vie... » Le rapport de 600 pages publié mardi insiste ainsi sur le fait que la croissance économique repose sur la dégradation de nos plus « précieux » actifs, tous liés à « l'environnement naturel ».

Concrètement, tandis que le niveau de vie global de la population humaine (mesuré en produit national brut par habitant) a augmenté de façon continue sur la période qui va de 1992 à 2014, au point de doubler, le « capital naturel » par habitant a connu une chute de 40 % sur la même période. C'est donc dire que l'humanité gruge de plus en plus rapidement les ressources qui lui permettent pourtant d'assurer sa survie.

Modèle erroné

Malgré les nombreux constats scientifiques qui ont mis en lumière cette dégradation dangereuse de la vie sur Terre, les scientifiques soulignent que les modèles économiques « continuent d'être construits sans que la nature apparaisse comme une entité essentielle de notre vie économique », notamment parce que « nous n'avons pas à payer pour les services de la biosphère ».

Ce type de développement est d'ailleurs au coeur de plusieurs éléments cruciaux de la vie en société, notamment en agriculture. Le rapport rappelle ainsi que « notre amour pour la viande » signifie que plus de 70 % des terres agricoles de la planète sont utilisées pour l'élevage, si on tient compte des cultures qui servent à nourrir les animaux. Or, ces besoins sans cesse grandissants en agriculture (la population mondiale a été multipliée par trois en 70 ans) sont comblés en rognant toujours plus les milieux naturels, dont des zones de grande biodiversité qui sont aussi essentielles pour lutter contre la crise climatique. Ces façons de faire, souvent soutenues par les États, « exacerbent le problème en payant davantage les gens pour exploiter la nature que pour la protéger », notent les auteurs. Le rapport évalue que les dépenses publiques annuelles mondiales en protection de l'environnement s'élèvent à moins de 70 milliards de dollars, alors que les investissements qui en favorisent la destruction (extraction de ressources fossiles et minières, agriculture intensive, etc.) dépasseraient les 4000 milliards de dollars.

Cette propension à financer la destruction du tissu vivant découle, selon les auteurs, du fait que nos économies jugent leur « performance » en s'appuyant sur la mesure « erronée » de la croissance du produit intérieur brut (PIB), et donc de la création de richesse à court terme. Ce paradigme « ne tient pas compte de la dépréciation des actifs, comme la dégradation de l'environnement naturel ».

Les scientifiques plaident au contraire pour une prise en compte de la valeur des « services écosystémiques ». Cela passerait par une redéfinition en profondeur de notre vision du développement. Sans ce virage, préviennent-ils, ce sont nos propres conditions de vie qui seront menacées.

Professeur au Département des sciences naturelles de l'Université du Québec en Outaouais, Jérôme Dupras estime que le Canada et le Québec auraient d'ailleurs des leçons à tirer de ce nouveau rapport.

« Nous avons des économies extractivistes qui peuvent mener à la surexploitation des ressources naturelles. Contrairement aux bénéfiques privés, on a beaucoup de difficulté à légiférer pour la protection des biens collectifs, comme des milieux naturels qui nous rendent des services écosystémiques. »

[Le PIB] ne tient pas compte de la dépréciation des actifs, comme la dégradation de l'environnement naturel »

LES AUTEURS DU RAPPORT